

RAPPORT MORAL ET FINANCIER 2024



TABLE DES MATIÈRES

BILAN DES PROJETS ET DES MISSIONS **03**

Projets **04**

Baromètre citoyen – BAROCI	05
Atsangako ny tanako ho an’ny mangarahara TANINJANAKA	12 16
Mieux évaluer pour mieux légiférer – MEL	21
Tsy coolkoly	25
SAFIDY	29
Formation à la sécurité physique, numérique et juridique	34

Missions **38**

Rédaction des rapports alternatifs relatif à l’EPU	39
Impact du Changement Climatique sur les Mariages d’Enfants, les Mutilations Génitales Féminines et les Grossesses chez les Adolescentes à Madagascar	43
Étude exploratoire de l’intersection entre le changement climatique et la santé sexuelle et reproductive à Madagascar	47
Lalàna Arindra amin’ny Dina, raha Jiaby Ara-drariny – LANDJA	53

Bilan des actions de plaidoyer **58**

Éducation	59
Élections	59
Partenariat pour un Gouvernement Ouvert	60
Pratiques politiques	60
Accès à l’électricité et à l’eau potable	61

RAPPORT FINANCIER **62**

Bilan	63
Compte de résultat	64
Liste des matériels et immobilisations	65



**BILAN DES PROJETS
ET
DES MISSIONS**



PROJETS



Juillet 2023 à Janvier 2024

Co-demandeurs/Partenaires :

Observatoire SAFIDY
ONG Tolotsoa

Montant du financement (Ariary) : 92 790 643 Ariary

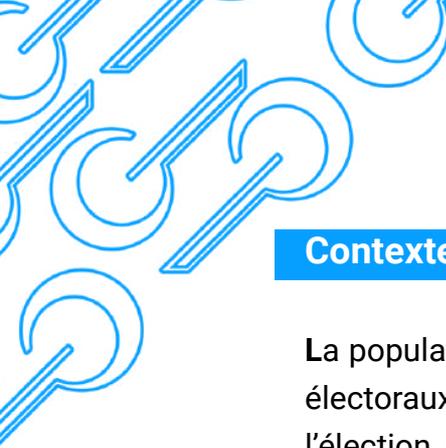
Bailleurs/Partenaires Techniques et financiers :

UK Embassy

Zones d'intervention : 23 régions

Bénéficiaires du projet :

- Électeurs ;
- Exécutif et Parlementaires ;
- Organisations de la société civile ;
- Secteur privé ;
- Jeunes de 18 à 35 ans.



Contexte

La population, en particulier les jeunes, se sont pour la plupart retirés des processus électoraux. Au début de l'indépendance de Madagascar, le taux de participation à l'élection présidentielle était proche de 100% alors que l'élection présidentielle de 2018 atteignait la barre des 50% (CENI Madagascar, 2018). Selon les experts, le taux de participation pourrait atteindre le niveau le plus bas jamais enregistré en raison d'une détérioration de la gouvernance principalement caractérisée par l'impunité, la capture de l'État, une déception causée par le manque de redevabilité ou simplement de fausses promesses.

Puis, la démocratie reste encore un concept non maîtrisé à Madagascar comme dans de nombreux pays africains. Les principes démocratiques tels que l'état de droit, la transparence, la redevabilité, la séparation du pouvoir, l'indépendance de la justice doivent encore être imprégnés, même après 63 années d'indépendance. La plupart des élections avaient démontré que la sincérité du vote ne se reflétait pas, d'où une diminution de la légitimité du dirigeant dans la mise en œuvre de la politique publique. Mireille Razafindrakoto a souligné l'existence de l'Énigme et Paradoxe stipulant que Madagascar ne pouvait pas vivre un développement significatif alors qu'elle n'a jamais fait face à une crise interne. Malgré de nombreuses tentatives de développement du pays et son énorme potentiel, Madagascar n'a pas pu induire une croissance économique durable, comparé à d'autres pays africains qui ont fait face à des guerres civiles, les urgences climatiques critiques.

De plus, de 2018 à aujourd'hui, Madagascar a rencontré des défis mondiaux tels que la crise de la COVID19 ou encore le conflit russo-ukrainien. Les citoyens devront se rappeler de ce contexte et réfléchir à la façon dont le Gouvernement gèrera ces problématiques pour les prochaines élections. C'est dans ce cadre que l'ONG IVORARY a lancé l'évaluation BAROCI, qui en est à sa deuxième édition.

BAROCI ou Baromètre Citoyen est un projet d'évaluation des politiques publiques, insistant sur l'accroissement de la participation des jeunes à la vie publique, pour une meilleure redevabilité de l'Exécutif. IVORARY a lancé l'indice BAROCI, qui mesure le taux de réalisation du programme présidentiel. Il évalue également la perception citoyenne en termes de redevabilité gouvernementale. L'ONG a fourni une première évaluation des réalisations du Président de la République pour la période 2019-2021. L'année 2023 est une année électorale décisive pour l'électorat. BAROCI 2023 vise à fournir une dernière évaluation des réalisations depuis 2022 avant l'élection présidentielle.

Objectifs du projet

Le projet visait à :

- Renforcer la pratique de la transparence et l'accès à l'information ;
- Accroître la participation des citoyens, en particulier des jeunes, à la vie publique, puisqu'ils seront impliqués dans l'évaluation ;
- Éduquer et sensibiliser les citoyens à faire leur choix sur le meilleur candidat aux élections.

Résultats attendus

De ce projet, il était attendu que :

- Les réalisations du Président de la République à partir de 2022 soient évaluées ;
- La perception citoyenne sur la redevabilité du Président et de son Gouvernement soit mesurée ;
- Les principales problématiques déduites lors l'évaluation BAROCI soient traitées à travers la WebTV TANINJANAKA.

Illustrations photos :

BAROCI

Résultats BAROCI 2022

Sur l'efficacité ou l'atteinte des objectifs fixés, le Président sortant et son gouvernement ont obtenu un

score - 0,72 si le score était de - 0,26 en 2021.

Autrement dit, il a été « **PEU EFFICACE** » dans la concrétisation de ses engagements.



BAROCI

Résultats BAROCI 2022

Le score BAROCI 2022 indique un net recul par rapport aux résultats de 2021

Le président sortant et son gouvernement ont obtenu un

score 0,57 s'il était de 1,10 l'année précédente.

Malgré le recul, les solutions apportées par l'Exécutif demeurent « **PERTINENTES** ».



Résultats BAROCI 2022, montrant le score de l'efficacité dans la concrétisation des engagements du gouvernement ainsi que par rapport à la pertinence des solutions apportées



Détails des activités

Output 1 : Les réalisations du Président sont réalisées

A1.3 Finalisation du rapport BAROCI

Le rapport d'analyse restitué en novembre 2023 a été compilé suite aux remarques des participants lors de l'atelier de restitution. La version physique a par la suite été disséminée au niveau des ministères sectoriels, des OSC et partenaires internationaux.

Output 2 : La perception citoyenne sur la redevabilité du Président est évaluée

Activité réalisée en 2023 (Cf rapport morale 2023 de l'ONG IVORARY)

Output 3 : La web TV TANINJANAKA tient compte des problématiques issues de l'évaluation BAROCI

A3.1 Élaboration d'un plan de communication

Le plan de communication a permis de planifier les actions de visibilité du projet et de mobilisation citoyenne. Le mois de janvier 2024 a été marqué par la publication des articles de journaux sur les résultats du projet BAROCI selon divers secteurs (éducation, justice, autosuffisance alimentaire...). Quelques émissions publiées sur TANINJANAKA ont également pris en compte les thématiques mentionnées.

Output 4 : Suivi et évaluation

A4.2 Production des rapports techniques du projet

Le rapport technique final a été partagé aux partenaires après la fin du projet. Puis, la méthodologie et les résultats du projet ont été présentés à l'Ambassadeur du Royaume-Uni, au mois de février 2024. Des suggestions ont été retenues, dont : l'amélioration de l'échantillonnage, l'utilisation de plusieurs canaux de communication dont la radio, et le partage d'expériences avec des organisations internationales ayant déjà organisé des enquêtes citoyennes et sondages d'opinion.

Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)

Résultats et impacts du projet :

- Un rapport d'évaluation BAROCI tenant compte des achèvements de 2022 a été délivré et partagé publiquement. Le Président et son Gouvernement ont été évalués comme étant pertinents dans la planification de leur programme de développement mais peu efficaces dans l'atteinte des objectifs. Environ 14% des programmes ont été achevés concrètement ;

- Jusqu'en janvier 2024, sept (7) émissions ont été produites et diffusées sur Taninjanaka, dont :
 - Une conférence-débat sur les résultats de BAROCI, également diffusée sur Real TV ;
 - Une vidéo éducative sur les politiques publiques ;
 - Cinq (5) vidéos sur la vulgarisation des résultats BAROCI et le plaidoyer à destination des décideurs politiques sur : lutte contre la corruption (diffusée en trois parties), les droits sociaux des citoyens, l'accès à l'éducation, la protection de l'environnement, l'accès aux services de santé, la réhabilitation des routes.

- Six (6) articles de presse ont été produits, notamment par rapport à : l'autosuffisance alimentaire, le droit des personnes en situation de handicap au niveau de la justice, le PGE et la gouvernance, la lutte contre le travail des enfants ;

- Les médias ont également relayé les informations sur BAROCI, dont :
 - Midi Madagasikara - 12 février 2024 : <https://midi-madagasikara.mg/politique-generale-de-letat-ivorary-sollicite-un-plan-de-mise-en-oeuvre/>
 - L'Anticapitaliste – 7 décembre 2023 À Madagascar, imposture électorale : <https://lanticapitaliste.org/sites/default/files/antik686.pdf>
 - Radio One Maurice – 25 novembre 2023 : Madagascar : Andry Rajoelina réélu et déjà contesté <https://www.r1.mu/actu/internationale/madagascar-andry-rajoelina-reelu-et-deja-conteste-p393139>

 - RFI - 15 novembre 2023 : Madagascar: quel bilan pour le président sortant Andry Rajoelina qui brigue sa propre succession? <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231115-madagascar-quel-bilan-pour-le-pr%C3%A9sident-sortant-andry-rajoelina-qui-brigue-sa-propre-succession>

- Orange Actu Madagascar – 19 octobre 2023 <https://www.facebook.com/100070852334709/posts/pfbid0M2Y8TBpxttYNPtrKR7BR76XuqNkQSfaMGrMewx1N1Rg7Hb5uNeQAAXEbiTaLgVHTI/?app=fbl>
- Studio Sifaka : Baromètre citoyen ou baroci, un outil utilisé pour mesurer l'efficacité des politiques publiques <https://www.studiosifaka.org/elections/item/7369-un-barometre-citoyen-pour-evaluer-le-bilan-presidentiel.html>
<https://www.studiosifaka.org/magazines/question-a-ho-aho/item/7350-evaluation-de-la-politique-publique.html>
- Newsmada – 11 août 2023 - Projet Baroci: les résultats présentés avant les élections <https://newsmada.com/2023/08/11/projet-baroci-les-resultats-presentes-avant-les-elections/>
- La Gazette de la Grande Ile - 6 octobre 2023 : <https://lgdi-madagascar.com/2023/10/06/divers/communiquede-presse-baroci-2022-barometre-citoyen/>

L'impact à long terme ne peut pas encore être mesuré. Toutefois, le Président de la République n'a plus tenu compte des 13 Velirano dans la nouvelle PGE, constatant la non-atteinte de plusieurs de ses objectifs, sans l'avoir mentionné directement. De plus, le grand public tend actuellement à repartager les anciennes promesses des dirigeants élus, à les comparer à leurs actions concrètes actuelles, et à leur demander plus de redevabilité. Il s'agit par exemple du cas des promesses électorales sur l'accès à l'électricité, la lutte contre l'insécurité, ou encore la construction des routes.

Extraits photos :



**Conférence débat
Madagascar : Bilan et
perspectives pour les cinq
prochaines années
14 décembre 2023**



**ATELIER DE CONSULTATION
DES OSC et du SECTEUR PRIVE
Analamanga et Toliara**



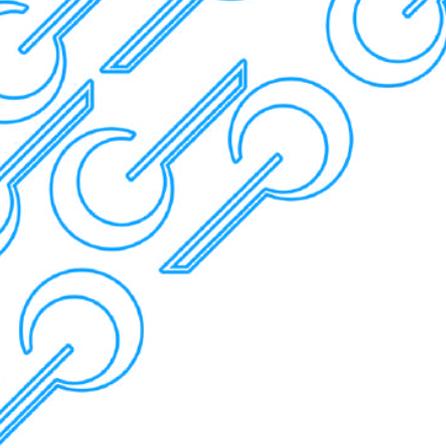
**Cérémonie de présentation des
résultats du BAROCI
17 octobre 2023**



Mai – juin 2024

Zones d'intervention : Régions Analamanga et Haute Matsiatra

Bénéficiaires du projet : malgaches



Contexte

Dans le cadre de la semaine du Gouvernement Ouvert 2024, l'ONG IVORARY a lancé l'initiative « Atsangako ny tanako ho an'ny mangarahara » ou « Je lève ma main pour la transparence ». Il a été question de se focaliser sur l'accès à l'information, étant un enjeu important dans la gouvernance du pays, et un droit fondamental encore peu promu.

Objectif du projet

Le projet vise à impliquer les parlementaires dans le plaidoyer pour faire parvenir l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information à caractère public au niveau du Parlement, de le faire voter et promulguer

Résultats attendus

Il est attendu du projet :

- Des discussions avec des parlementaires et des candidats aux élections législatives prêts à soutenir l'adoption de la loi sur l'accès à l'information à caractère public ;
- Une meilleure vulgarisation du contenu de l'avant-projet de loi et des enjeux autour.



Détails des activités

- Discussions avec les candidats aux élections législatives de 2024 pour les convaincre d'adhérer à l'initiative ;
- Vulgarisation du contenu de l'avant-projet de loi sur les réseaux sociaux ;
- Activités de sensibilisation à des conférences et à des journées de sensibilisation.

Impacts du projet

- 39 Jeunes sensibilisés en présentiel ;
- Une conférence-débat sur les enjeux de l'accès à l'information à caractère public ;
- Sept (7) contenus en ligne (facebook) relatives à l'initiative sur la page de l'ONG IVORARY ;
- Onze (11) candidats aux élections législatives ayant soutenu publiquement l'initiative.

Suite du projet

Même si l'initiative a marqué la semaine du Gouvernement ouvert, l'ONG IVORARY compte poursuivre le plaidoyer avec les députés élus jusqu'à ce que la loi sur l'accès à l'information à caractère public (LAICP) soit promulguée et mise en application. Deux (2) des candidats ayant adhéré à notre initiative ont été élus. Ils seront contactés et l'avant-projet de LAICP leur sera présenté plus en détails, suivie d'une discussion sur les autres possibilités de collaboration dans le cadre de la présente initiative. Parallèlement, d'autres députés élus seront encore contactés et mobilisés afin qu'ils participent également à ce plaidoyer.

Extraits photos :



Journée de sensibilisation de YMCA dont ONG IVORARY a participé
23 mai 2024



Izaho Gascar Fenosoa, kandida mahaleo tena amin'ny fifidianana solombavambahoaka dia vonona hampirohoro ny mangarahara sy ny fisitrahana vaovao

ATSANGAKO NY TANAKO HO AN'NY MANGARAHARA




#Ampangarahara
#Atsangako_ny_tanako

Izaho Me Hanitra Razafimanantsoa, kandida amin'ny fifidianana solombavambahoaka, avy amin'ny vondrona Firaisankina dia vonona hampirohoro ny mangarahara sy ny fisitrahana vaovao

ATSANGAKO NY TANAKO HO AN'NY MANGARAHARA




#Ampangarahara
#Atsangako_ny_tanako

Izaho Heninkaja Rakotomanantsoa, kandida amin'ny fifidianana solombavambahoaka, avy amin'ny kolektifa an'ny Malagasy, dia manaiky handralitra sy hampandany ny talana hanamaty ny tany tan-dalana sy ny mangarahara.

ATSANGAKO NY TANAKO HO AN'NY MANGARAHARA




#Ampangarahara
#Atsangako_ny_tanako

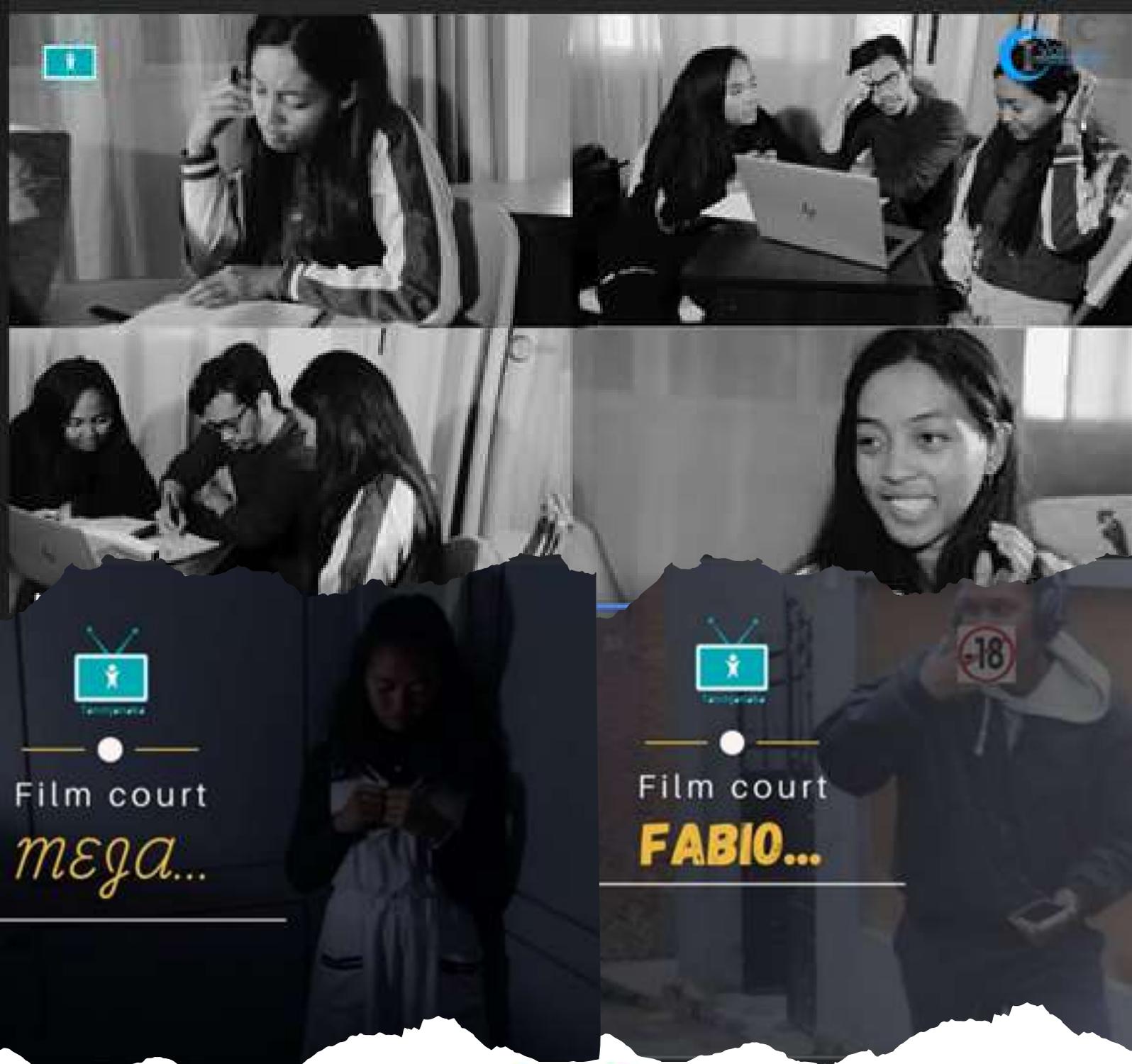
Izaho Tsilavina Rakotoarisoa, kandida mahaleo tena amin'ny fifidianana solombavambahoaka, dia vonona hampirohoro ny mangarahara sy ny fisitrahana vaovao

ATSANGAKO NY TANAKO HO AN'NY MANGARAHARA



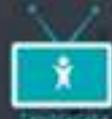

#Ampangarahara
#Atsangako_ny_tanako

Appel à manifestation des candidats députés prêt à promouvoir la transparence et l'accès à l'information.
23 mai 2024
(extraits photos des candidats)



Taninjanaka

Film court
mega...



Taninjanaka

Film court
FABIO...



Taninjanaka



Avril 2024 - Décembre 2024

Zones d'intervention : Madagascar

Bénéficiaires du projet :

- Femmes et jeunes
- OSC
- Institutions publiques



Contexte

Environ 80,7% de la population de Madagascar vit sous le seuil de la pauvreté (Banque mondiale, 2023). Actuellement, les individus sont plus préoccupés par leur survie quotidienne, de sorte qu'ils donnent plus d'importance à leur source de revenu, à ce qui leur permet de combler leur faim. De ce fait, la perte de l'intérêt vis-à-vis de la vie publique et politique se fait de plus en plus ressentir. Cela se traduit notamment par la baisse de la participation citoyenne aux élections présidentielles, qui était de 46,35% en 2023 si elle avait été à 44,34% en 2018[1] bien que le nombre d'électeurs ait augmenté. Un autre exemple se situe au niveau du paiement de l'impôt permettant de faire fonctionner les CTD : le taux de recouvrement de l'impôt foncier sur les propriétés bâties pour l'année 2022 était de 0,01% pour le cas de la Commune Urbaine d'Antananarivo. Cette situation résulte également du manque de redevabilité et de transparence des leaders politiques.

De nos jours, il est également difficile de mobiliser les citoyens au respect de la loi, particulièrement du fait qu'ils n'en reçoivent aucune récompense personnelle. En outre, un manque de connaissance du rôle de l'État et des élus se fait constater. En conséquence, les politiciens en profitent pour manipuler la population en dépensant plus pour des loisirs et la distribution de cadeaux afin de les amuser. La situation s'accroît à l'approche des élections où l'administration devient politisée et les couleurs politiques sont imposées dans certains établissements scolaires sans que les jeunes et les citoyens ordinaires ne réagissent.

Par la suite, un défi se pose également par rapport à la génération actuelle. La technologie prend de plus en plus de place dans le quotidien des jeunes, mais ces derniers s'intéressent plus aux contenus humoristiques et sans valeur qu'aux contenus éducatifs

À titre de rappel, l'ONG IVORARY a lancé la WebTV Taninjanaka en 2022 dans le but de produire des contenus vidéo citoyens sur des thématiques liées à la gouvernance, au social et à la culture, à l'environnement et à l'économie. Dans la vision de TANINJANAKA qui veut que « la jeunesse malgache devienne un acteur influent, impactant concrètement les décisions et politiques en matière de bonne gouvernance et jouant un rôle clé dans la promotion de la gouvernance intègre et responsable », l'ONG IVORARY entend développer la WebTV en produisant des contenus engagés.

[1] <https://www.hcc.gov.mg>



Objectif du projet

Le projet vise à renforcer la capacité d'influence de la société civile et à permettre aux citoyens de mieux communiquer sans censure.

Résultats attendus

Il est attendu que :

- Des contenus vidéos engagés sur les questions de gouvernance et de vie publique soient conçus et publiés.

Détails des activités

Création des contenus vidéos sous différents thématiques : éducation, harcèlement scolaire et code de la route

A travers des vidéos de court métrage, ces différents thématiques ont été évoqué pour le public par les réseaux sociaux de TANINJANAKA, afin de mettre en évidence la réalité et de véhiculer des messages. Des personnages ont été joué aussi pour illustrer les vécus dans la vie quotidienne. Le but, c'est de faire connaître la réalité et d'en tirer le message pour faire face aux obstacles ou aux problèmes liés à la vie quotidienne des citoyens.

Vidéo 1 : sortie en juillet 2024

« Rojo sy ny Bacc » raconte l'histoire de Rojo, une jeune fille tout juste diplômée du baccalauréat, qui est entré à l'université après avoir acheté son diplôme, ce qui l'a mise en difficulté dans ses études.

Vidéo 2 : sortie en août 2024

« Meja » une jeune fille harcelée à l'école sans soutien des responsables et de sa famille. Elle finit par se suicider.

Vidéo 3 : sortie en novembre 2024

« Maty noho ny tsy fitandremako » fait vivre la petite histoire de Fabio, un jeune homme qui est accro à la technologie, la musique etc. Une seconde d'inattention a causé sa mort.



Impacts du projet

Réseaux sociaux : Facebook

Vidéo 1 :

- Durée : 2min22
- Nombres de vues : 2299
- Couverture de la publication : 2491
- Interactions : 56
- Commentaires : 06
- Partages : 10



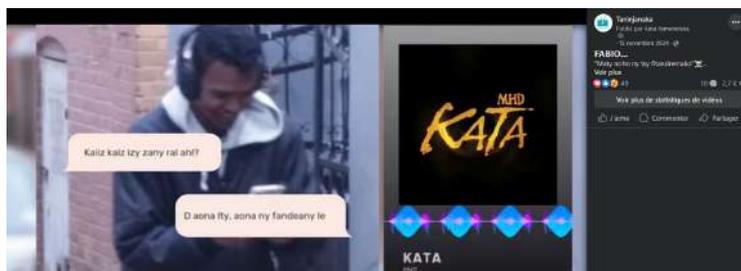
Vidéo 2 :

- Durée : 7min27
- Nombres de vues : 2334
- Couverture de la publication : 3063
- Interactions : 74
- Commentaires : 07
- Partages : 08



Vidéo 3 :

- Durée : 1min21
- Nombres de vues : 2097
- Couverture de la publication : 2670
- Interactions : 66
- Commentaires : 10
- Partages : 07



Extraits photos :



**Tournage vidéo - Film court -
ROJO - Juillet 2024**



**Tournage vidéo - Film court -
MEJA - Août 2024**



**Tournage vidéo - Film court -
FABIO - Novembre 2024**



Décembre 2022 – Mars 2024

Co-demandeurs/Partenaires :

Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC)

Montant du financement (Ariary) : 31 600 000 MGA

Bailleurs/Partenaires Techniques et financiers :

Service de Coopération et des Actions Culturelles de
L'Ambassade de France à Madagascar

Zones d'intervention : Madagascar

Bénéficiaires du projet :

Enfants de 5 à 15 ans
Parents d'élèves



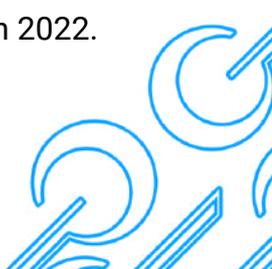
Contexte

Madagascar reconnaît le droit à l'éducation à travers les articles 23, 24 et 25 de sa Constitution. L'article 02 de loi n° 2008-011 portant modification de la loi n° 2004-004 sur l'orientation générale du système d'éducation, d'enseignement et de formation dispose que l'éducation est une priorité nationale absolue, et l'enseignement est obligatoire à partir de l'âge de six ans. Un audit juridique de la législation nationale a mis en lumière les défauts d'application des textes et politiques publiques en matière d'éducation et l'incohérence de la législation nationale par rapport aux conventions nationales ratifiées par Madagascar.

Nul n'est censé ignorer la loi. Mais en réalité, les citoyens ou les principaux concernés ne sont pas en connaissance des enjeux des lois discutées au Parlement. Après leur adoption, la population n'est d'ailleurs pas au courant de leur contenu malgré le fait qu'ils soient concernés. Les jeunes se désintéressent de plus en plus à la vie publique. L'éducation est pourtant un enjeu de taille. L'utilisation des réseaux sociaux, l'internet et les médias sont un outil permettant de cibler ces derniers. Les contenus ludiques et humoristiques sont souvent les seuls moyens d'intéresser la jeunesse aux thématiques jugées sérieuses.

A l'instar de la plupart des politiques publiques (lois et plans) adoptées, les textes légaux et réglementaires en matière éducationnelle ont souvent manqué de consultation, de vulgarisation mais surtout d'études préalables visant à évaluer l'impact socio-économique des réformes apportées par la loi. En France comme dans d'autres pays, chaque loi doit être obligatoirement accompagnée d'une étude d'impact socio-économique pour être soumise au Parlement en vue d'une adoption. Cette obligation permet de réduire l'inflation normative.

La revue sectorielle conjointe de 2019 a inscrit parmi les principales recommandations de l'Aide-Mémoire, la nécessité de mise à jour de la loi d'orientation de l'éducation 2008-011 de par sa caducité par rapport aux réformes inéluctables à l'évolution du contexte global et d'autre part afin d'une institutionnalisation et continuité des réformes-clés de l'éducation pour un minimum d'efficacité. Les trois ministères en charge de l'éducation ont entrepris une série de consultations internes et externes. La PNPSE a ainsi porté l'initiative de réviser la loi n° 2008-011 portant modification de la loi n° 2004-004 sur l'orientation générale du système d'éducation, d'enseignement et de formation. Les DAJ des trois ministères ont ensuite repris le pilotage technique à travers l'organisation de consultations internes et externes ayant abouti à un atelier de validation nationale. Le Conseil des ministres a adopté le projet de loi N°009/2022 du 15 juin 2022 portant orientation générale du système éducatif à Madagascar. Cette dernière a été déposée au Parlement pendant la première session ordinaire et insérée à l'ordre du jour le 30 juin 2022.





Malencontreusement, le projet de loi n'a pu être discuté car le quorum n'a pu être atteint pour que la Commission Éducation puisse se réunir et permettre l'adoption en plénière du projet de loi. La loi 2022-018 portant orientation générale du système éducatif à Madagascar a été adoptée par le Parlement en décembre 2022 et validé par la Haute Cour Constitutionnelle en Janvier 2023.

L'alliance stratégique des OSC de l'éducation appuyée par l'ambassade de France à Madagascar souhaite initier une bonne pratique en matière de légistique mais surtout d'outiller les décideurs dans l'adoption des textes d'application de la LOSEM.

Plus spécifiquement, la mise en œuvre de la réforme « Enseignement public gratuit et obligatoire de 10 ans » a un impact significatif tant sur le point technique que budgétaire. Les écoles sont aujourd'hui financées à travers les subventions caisses-écoles. L'impact de la politique de subvention et la politique en elle-même n'est pas encore bien cernée. A travers la volonté du Ministère de l'éducation nationale (MEN) d'aller dans la vulgarisation et l'application de la LOSEM, il existe une opportunité de mieux cadrer la politique de subvention à travers l'organisation d'un atelier d'évaluation de la contribution de la charge parentale et de l'établissement d'un budget-type des EPP, collège et lycée permettant d'identifier les besoins réels des écoles.

Objectif du projet

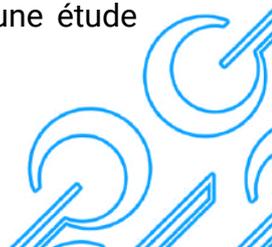
La présente mission vise à réaliser une étude d'impact des réformes apportées par le projet de loi N°009/2022 du 15 juin 2022 portant orientation du système éducatif à Madagascar, désormais adoptée et en application (LOSEM).

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Évaluer l'impact de la loi sur la réglementation ;
- Estimer les incidences des réformes en termes de coûts et d'avantages sur les plans social, économique et financière.

Résultats attendus

À l'issue de ce projet, il est attendu que :

- Les impacts réglementaires, socio-économiques des réformes apportées par le projet de loi soient évaluées.
 - Le Parlement ainsi que l'Exécutif envisagent et adoptent la réalisation d'une étude d'impact socio-économique associé à une loi comme étant obligatoire.
- 



Détails des activités

Étape 1 : Analyse de la loi n°2022-018 du 13 décembre 2022 portant orientation générale du système éducatif

L'analyse de la loi n°2022-018 du 13 décembre 2022 portant l'orientation générale du système éducatif à Madagascar a permis d'identifier les principales évolutions par rapport à la loi de 2008, ainsi que les réformes majeures qu'elle introduit. Il a été constaté que les dispositions de la LOSEM demeurent en attente de leurs décrets d'application. Par ailleurs, des entretiens ont été conduits auprès des décideurs et responsables afin d'approfondir la compréhension des réformes, en mettant en lumière leurs motivations, leurs objectifs, ainsi que les coûts associés à leur mise en œuvre.

Étape 2 : Collecte de données sur le niveau de la gratuité de l'enseignement primaire

Une base de données des établissements scolaires a été constituée sur la base de laquelle une collecte de données sera réalisée afin d'évaluer le niveau de gratuité au sein des établissements scolaires public et d'analyser les impacts économiques, financiers et sociaux de la réforme. Cette démarche vise à estimer les coûts et bénéfices attendus pour chaque catégorie d'administrations publiques ainsi que pour les personnes physiques ou morales concernées.

Étape 3 : Atelier d'évaluation et restitution sur l'impact de la mise en place d'un enseignement public gratuit et obligatoire de dix ans

Un atelier d'évaluation participative de l'impact de l'instauration d'un enseignement public gratuit et obligatoire de 10 ans sera organisé afin de favoriser une compréhension commune de la portée effective de la gratuité. Cet atelier permettra d'identifier les besoins liés au fonctionnement des écoles, d'évaluer la contribution des parents au financement scolaire et d'analyser les différents acteurs impliqués en vue de la mise en œuvre de la réforme. Par ailleurs, un budget type sera élaboré en s'appuyant sur divers scénarios de gratuité, suivi de la rédaction du rapport final.

Impacts du projet

- Élaboration de différents scénarii définissant le niveau de gratuité ;
- Budgétisation de la gratuité d'un enseignement public gratuit et obligatoire de 10 ans ;
- Plaidoyer pour l'adoption de textes d'application.



Tsy coolkooly : Vulgarisation des lois et décisions de justice sur la lutte contre la corruption.



Décembre 2023 – décembre 2024

Co-demandeurs/Partenaires :

ONG TOLOTSOA

Montant du financement (Ariary) : 43.232.000 Ariary

Bailleurs/Partenaires Techniques et financiers : PNUD

Zones d'intervention : Analamanga

Bénéficiaires du projet :

Acteurs de lutte contre la corruption/ Citoyens



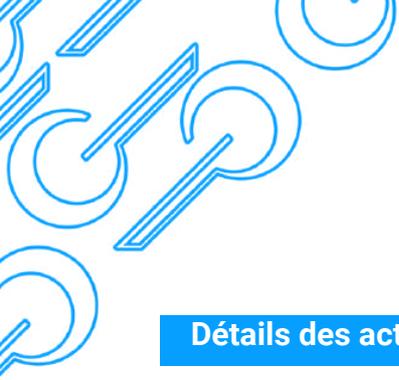
Contexte

Le Programme Pays 2021-2023 du PNUD réaffirme son engagement pour la bonne gouvernance et l'État de droit à Madagascar, en soutenant le Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles pour la Promotion de l'État de droit (RCIPED). Ce projet vise notamment à renforcer la redevabilité parlementaire, le système judiciaire, l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la gouvernance environnementale. Dans ce cadre, le PNUD appuie la phase 2 du projet Tsycoolkoly de l'ONG Tolotsoa, qui met l'accent sur l'engagement citoyen dans la prévention et la dénonciation de la corruption en utilisant le modèle COM-B pour influencer les comportements. Pour favoriser le dialogue entre les acteurs concernés, Tolotsoa collabore avec l'ONG IVORARY, chargée de vulgariser les décisions de justice relatives à la lutte contre la corruption, en produisant notamment un recueil des décisions et en fournissant des analyses juridiques pour renforcer l'efficacité de la lutte contre la corruption. Ces initiatives visent à renforcer les capacités citoyennes, à promouvoir la dénonciation de la corruption et à créer des espaces de dialogue entre les institutions et les citoyens pour consolider l'effort national de lutte contre la corruption.

Objectif du projet et résultats attendus

L'activité vise à permettre aux citoyens et aux acteurs de la justice d'accéder facilement aux décisions judiciaires relatives à la lutte contre la corruption notamment celles liées à l'environnement. Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Collecter et compiler les décisions de justice rendues en matière de lutte contre la corruption ;
- Contextualiser et apporter des analyses approfondies sur certaines dispositions des lois et des décisions de justice collectées notamment celles liées à l'environnement ;
- Vulgariser les lois et décisions de justice collectées et commentées à travers une plateforme en ligne et dans une revue scientifique.



Détails des activités :

Phase 1 : Collecte des données :

- A.1.1 Convention avec les juridictions compétentes et autres acteurs
- A.1.2 Collecte et compilation des décisions

Phase 2 : Commentaires de lois et d'arrêts

- A.2.1 Mise en place d'un comité scientifique
- A.2.2 Sélection des décisions à commenter
- A.2.3 Commentaire de lois et de décisions de justice

Phase 3. Vulgarisation des décisions

- A.3.1 Création d'une application mobile et mise en ligne des décisions collectées et commentées
- A.3.2 Publication des décisions commentées dans une revue scientifique

Livrables du projet

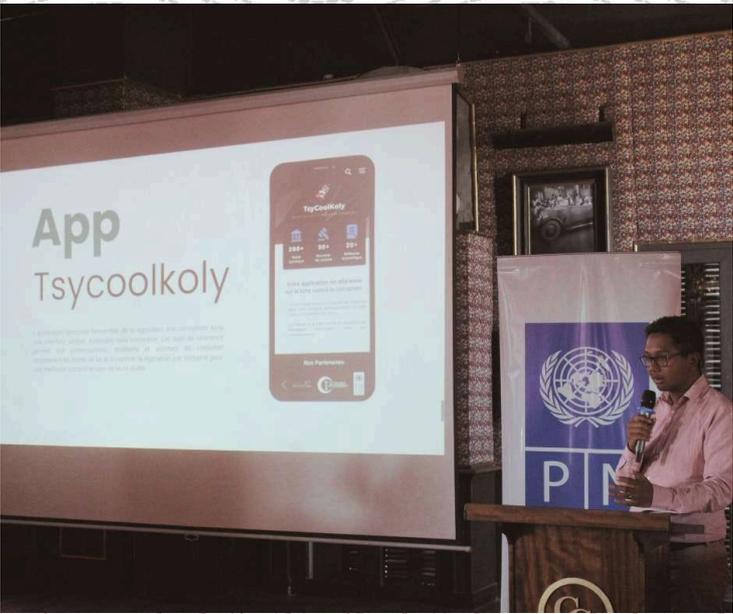
- Livrable public : ouvrage scientifique et application mobile
- Livrable PTF : rapport administratif, rapport financier, ouvrage et application mobile

Avancement du projet

Le projet a été clôturé par un atelier de présentation de l'ouvrage et de l'application mobile. Toutefois, les exemplaires physiques de l'ouvrage sont encore en cours d'impression, et l'application mobile devra également être alimentée.

Prochaines activités

- Suivi et distribution des ouvrages ;
- Alimentation et vulgarisation de l'application mobile.



Événement de présentation officielle du MOOC Tsycoolkoly et de la nouvelle version du jeu de plateau i-TsyCoolKoly 20 décembre 2024





22 novembre 2022 – 22 février 2025

Co-demandeurs/Partenaires :

Sampana Anaraha-Maso ny Fifidianana Ivon'ny Demokrasia Ifarimbonana (Observatoire des élections, au centre de la démocratie participative)

Montant du financement (Ariary) : 900.000 EURO

Bailleurs/Partenaires Techniques et financiers :

Union Européenne

Zones d'intervention : 6 provinces, 23 Régions, 120 districts de Madagascar

Bénéficiaires du projet :

Citoyens et population, Organisation de la Société Civile, partis politiques et candidats, gouvernement, organe de gestion des élections CENI et ses démembrements, les autres institutions électorales (HCC, tribunaux administratif, TPI), Institution de la promotion de la démocratie et de protection des droits humains (CNIDH, HCDDDED), les institutions de lutte contre la corruption (BIANCO, SAMIFIN, ...)



Contexte

L'observatoire SAFIDY contribue à ce que les élections se déroulent dans l'intégrité et deviennent des facteurs de stabilité, de bonne gouvernance et sources de développement durable pour Madagascar. A cet effet, SAFIDY vise à ce que tous les malagasy vivent dans un « Madagascar juste, sain et prospère ». Cette vision se décline en un pays démocratique avec un Etat fort, bien gouverné au service d'une population connaissant ses droits et ses responsabilités. Un pays ayant une vision à long terme sur le développement durable, affranchi de la corruption, appliquant la décentralisation effective et respectant les droits humains et la protection des défenseurs des lanceurs d'alerte. Tout en arrivant à assurer l'éducation, la santé, la sécurité tant en milieu urbain que rural. SAFIDY possède également une vision indépendante et bien organisée de la société civile engagée en faveur de l'intégrité des élections et que celle-ci soit considérée comme étant un acteur de confiance incontournable auprès des communautés de base, des institutions électorales, de l'État, des acteurs et des partis politiques, ainsi qu'auprès de la communauté internationale.

L'observatoire SAFIDY contribue à ce que les élections se déroulent dans l'intégrité et deviennent des facteurs de stabilité, de bonne gouvernance et sources de développement durable pour Madagascar.

Il a pour mission de Piloter, Coordonner, faciliter et appuyer les interventions des OSC malagasy dans les élections ainsi que dans la promotion de la démocratie et de la paix en général. Pour contribuer à l'effectivité de la transparence du processus électoral durant les élections, l'Observatoire SAFIDY mobilise plus de 15000 observateurs et éducateurs électoraux réparties dans les 23 régions et 119 districts de Madagascar. SAFIDY est composé des organisations telles que AVG, CEDII, DRV, FTMF, MSIS tatao, ONG AIM, ONG Ivorary, ONG Ravintsara, PFNOSCM, YMCA.



Objectif du projet

Le projet SAFIDY MAHARITRA a pour objectif de poursuivre et d'intensifier les efforts pour renforcer et pérenniser l'engagement des Organisations de la société civile et des citoyens notamment des jeunes, des femmes et des personnes en situation d'handicap dans l'intégrité du processus électoral.

Résultats attendus

De ce projet, il est attendu que :

- Les OSC (notamment jeunes, des femmes et des personnes en situation d'handicap) et les autres acteurs sont renforcées et organisées dans l'éducation citoyenne et électorale ;
- Les OSC société civile sont organisées et s'implique avec efficacité dans l'observation de l'environnement électoral au niveau national et local ;
- La société civile engage les acteurs électoraux dans la mise en œuvre des recommandations d'amélioration faites par les observateurs électoraux

Détails des activités

ES1 : Éducation Électorale

SAFIDY se concentre sur l'éducation à long terme des citoyens, des électeurs, ainsi que des acteurs et partis politiques, dans le but de remédier aux faibles taux de participation observés lors des élections précédentes. L'objectif est de sensibiliser les citoyens et les électeurs, en particulier les jeunes, les femmes, et les personnes en situation de handicap sur l'importance de leur vote. Il s'agit de les conscientiser sur le fait que les leaders politiques qu'ils élisent sont responsables de toutes les décisions, positives ou négatives, relatives aux politiques publiques et sectorielles qui auront des répercussions sur leur vie présente et future. Ainsi, L'éducation électorale de SAFIDY contribue à rétablir la confiance des citoyens/électeurs envers le système électoral et les élus/leaders politiques ou à amener ces derniers à être redevables par rapport à leurs engagements et promesses électorales et/ou leurs pratiques de l'éthique.



ES2 : Suivi et observation des élections

L'objectif des actions de suivi et d'observation des élections par SAFIDY est d'accroître l'efficacité des Organisation de la société civile malgache dans le suivi et l'observation du processus électoral.

- SAFIDY est actuellement la plus grande mission d'observation électorale à Madagascar ;
- Dans sa mission de recueil et d'analyse des données et des faits saillants sur le déroulement des élections, SAFIDY a pu publier ses constats et recommandations techniques à travers les rapports sur l'observation de la révision annuel de la liste électorale, rapport sur l'observation des élections législatives et communales de 2024 ;
- Dans une optique d'obtenir et de contribuer à la transparence du processus électoral. SAFIDY a pu former et déployer 2535 observateurs couvrant 3839 bureaux de vote répartis dans 409 communes, 120 districts répartis dans les 23 régions pour les législatives et 1737 observateurs couvrant 2455 bureaux de vote répartis dans 205 communes, couvrant les 120 districts et 23 régions du pays pour les élections communales et municipales.

ES3 : La société civile engage les acteurs électoraux dans la mise en œuvre des recommandations d'amélioration faites par les observateurs électoraux

- Des actions de plaidoyer effectuées auprès des décideurs et une proposition des lois basées sur les leçons tirées des élections antérieures déposée au niveau de la CENI et de l'Assemblée Générale ;
- Les partis politiques et les OSC formés en matière de contentieux électoraux, contribuant ainsi à garantir l'effectivité du droit au recours.



Extraits photos :



Campagne de sensibilisation et renforcement des capacités des acteurs électoraux organisés par SAFIDY et ANJA Madagascar. 18 septembre 2024



Communiqué de presse - élection communale 11 décembre 2024





Formation à la sécurité physique, numérique et juridique pour les défenseur.es des Droits Humains de l'ONG IVORARY



Novembre 2024 – Janvier 2025

Co-demandeurs/Partenaires :

Mouvement pour l'éthique et la déontologie de Madagascar
(MEDEM)

Montant du financement (Ariary) : 7465 euros

Bailleurs/Partenaires Techniques et financiers :

FIDH- Fédération Internationale pour les Droits Humains

Zones d'intervention : Antananarivo

Bénéficiaires du projet :

Membres de l'équipe exécutive, bénévoles et partenaires de l'ONG IVORARY



Contexte

L'ONG IVORARY, ou Rariny sy Hitsiny Ivoarana, fondée en 2015, est une organisation de droit malgache structurée comme une entreprise sociale. Son objectif principal est d'améliorer la qualité de vie des citoyens malagasy, en particulier des groupes les plus vulnérables, en promouvant une gouvernance honnête, juste et efficace, soutenue par une participation active des citoyens. IVORARY s'engage à instaurer une gestion transparente et performante des services publics, favorisant un accès équitable aux droits fondamentaux, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, de l'environnement et des opportunités économiques. À travers cette approche, l'ONG contribue à renforcer la justice sociale et à construire une société plus inclusive et résiliente à Madagascar.

Composée majoritairement de jeunes et engagée sur des thématiques sensibles, l'équipe d'IVORARY fait face aux risques auxquels sont souvent exposés les défenseurs des droits humains dans le pays. Afin de renforcer les capacités des membres de son équipe à se protéger contre les risques liés à la sécurité numérique, physique et juridique, IVORARY organise un atelier de formation axé sur l'autoprotection dans le cadre du financement de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH).

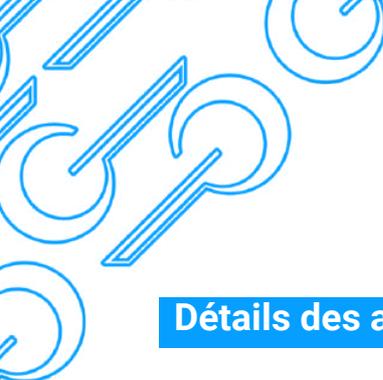
Objectif du projet

Le projet a pour objectif de :

- Mettre en place un dispositif de sécurité numérique pour le personnel et les partenaires de mise en œuvre ;
- Renforcer les capacités d'autoprotection physique et juridique des jeunes défenseurs des Droits humains au sein de l'organisation et ses partenaires ;
- Développer la sensibilisation juridique du personnel et des partenaires pour une meilleure protection des droits des bénéficiaires.

Résultats attendus

- Un dispositif de sécurité numérique est mis en place pour le personnel et les partenaires ;
- Les capacités d'autoprotection physique et juridique des jeunes défenseurs des Droits humains au sein de l'organisation et ses partenaires sont renforcés ;
- La sensibilisation juridique du personnel et des partenaires est optimisée pour une meilleure protection des droits des bénéficiaires.



Détails des activités

A1. Préparation de la formation

- Délimitation des participants à la formation ;
- Recrutement des consultants formateurs et évaluation des candidatures ;
- Mise en place de l'agenda de formation ;
- Préparation administrative et logistique.

A2 : Tenue de la formation

- Formation sur la défense des données personnelles, la sécurité numérique et l'utilisation responsable des Intelligences Artificielles ;
- Formation sur la protection physique : analyse de l'environnement et du contexte, évaluation des menaces et des risques de la protection des droits humains, élaboration d'un plan de sécurité et les techniques de self-défense ;
- Formation et sensibilisation sur le respect des droits humains dans les procédures pénales.

A3 : Reporting

- Rédaction du rapport de formation ;
- Rédaction des rapports techniques et financiers du projet.

Impacts du projet

35 défenseurs des droits humains formés

Extraits photos :



Formation à la sécurité numérique et juridique pour les défenseur.es des Droits Humains
17 au 18 décembre 2024



Formation à la sécurité numérique et juridique pour les défenseur.es des Droits Humains
17 au 18 décembre 2024



Formation à la sécurité physique pour les défenseur.es des Droits Humains
19 décembre 2024



MISSIONS



Élaboration et rédaction d'un rapport alternatif relatif à l'examen périodique universel pour les OSC travaillant pour l'enfance et d'un rapport alternatif relatif à l'examen périodique universel par les enfants et pour les enfants



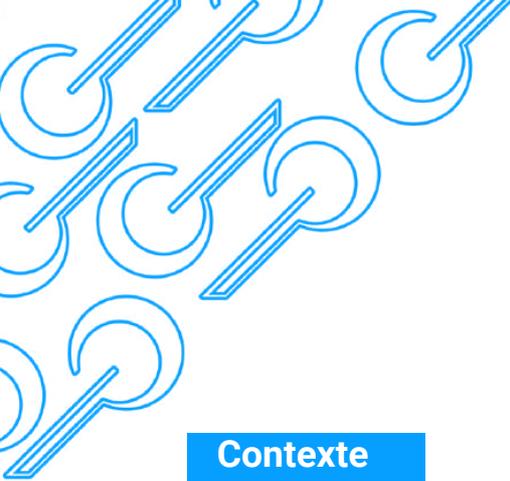
Juillet 2024

Co-demandeurs/Partenaires :

Plateforme de la Société civile pour l'enfance (PFSCE)

Montant du financement (Ariary) : 2.400.000 Ariary

Zones d'intervention : Madagascar



Contexte

La Plateforme de la Société civile pour l'enfance (PFSCCE), dans le cadre de la soumission des rapports alternatifs des organisations de la société civile, a fait appel à des consultants pour élaborer et rédiger le rapport alternatif des organisations de la société civile œuvrant pour les droits de l'enfant, avant de les soumettre au Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies par le biais de l'Apprentis d'Auteuil, pour compléter le rapport soumis par l'État malgache.

La mission consiste à élaborer et rédiger un rapport alternatif des OSC travaillant pour l'enfance et un rapport alternatif par les enfants et pour les enfants, dans le cadre de l'Examen Périodique Universel (EPU).

Objectif de la mission

L'objectif de la mission a été d'élaborer et de rédiger deux rapports alternatifs relatifs à l'examen périodique universel de Madagascar :

- Un rapport alternatif pour les organisations de la société civile travaillant pour l'enfance ;
- Un rapport alternatif par les enfants et pour les enfants.

Résultats attendus

- Les réalités sur des droits de l'enfant à Madagascar sont mis en avant ;
- Des recommandations validées par les OSC participantes et les enfants sont formulées.



Détails de la mission

- Phase 0 : Réunion de cadrage et préparation ;
- Phase 1 : Collecte de données (faite au préalable par la PFSCE) ;
- Revue documentaire - Consultation des acteurs : Entretiens et focus group (effectués au préalable par la PFSCE) ;
- Phase 2 : Synthèse, traitement et analyse des données - Rédaction du Draft du rapport- Atelier de validation du rapport - Rédaction du rapport final et soumission.

Impact du projet

Les rapports ont été considérés par le Comité des droits de l'Homme pour l'examen périodique universel de Madagascar.



Atelier de validation du rapport alternatif pour les organisations de la société civile travaillant pour l'enfance et du rapport alternatif par les enfants et pour les enfants.
11 juillet 2024



Impact du Changement Climatique sur les Mariages d'Enfants, les Mutilations Génitales Féminines et les Grossesses chez les Adolescentes à Madagascar



Mai 2024 – Décembre 2025

Co-demandeurs/Partenaires :

Child Frontiers

Montant du financement (Ariary) : 164.500.000 Ariary

Bailleurs/Partenaires Techniques et financiers :

UNICEF

Zones d'intervention : SAVA, ANALAMANGA et ANDROY

Bénéficiaires du projet

Les filles et les garçons exposés à l'une ou quelques-unes des problématiques telles que le mariage d'enfants, le travail des enfants, la violence contre les enfants, la grossesse ou la parentalité précoce ainsi que la séparation familiale



Contexte

En 2022, Child Frontiers a été chargé par UNICEF ESARO d'entreprendre une étude régionale dans trois pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe sur l'impact du changement climatique sur la vulnérabilité des filles aux risques croisés des grossesses précoces chez les adolescentes, du mariage des enfants et des mutilations génitales féminines (MGF), et d'identifier des approches prometteuses pour atténuer les menaces qui pèsent sur le bien-être actuel et futur des filles.

L'étude s'est appuyée sur 2 à 3 ans de recherche et de documentation sur les pratiques prometteuses pour mettre fin aux mariages d'enfants et aux MGF dans la région, ainsi que sur une note technique qui a été élaborée pour informer la recherche primaire afin de combler les lacunes en matière d'information et de compréhension.

À part le Kenya et l'Éthiopie, Madagascar est l'un des pays choisis pour mener cette recherche en raison de ses taux élevés de mariage d'enfants, de grossesse précoce, de travail des enfants et est confronté à des événements importants liés au changement climatique. Soit :

- Une prévalence élevée des grossesses précoces (31%)
- Une forte prévalence des mariages d'enfants (37% pour les filles et 12% pour les garçons)
- Presque la moitié des enfants de 5 à 17 ans sont engagés dans le travail des enfants (47%)
- Une forte prévalence de la discipline violente portant sur les enfants de 1 à 14 ans qui implique les châtiments corporels (62.5%) et l'agression psychologique (79.5%)
- Une forte sensibilité aux inondations, cyclones et sécheresses récurrents, Madagascar est régulièrement classée parmi les dix nations les plus vulnérables au changement climatique. Le pays a un score CCRI de 7,9 et se classe 10e sur les 163 pays et régions du CCRI, classant les enfants de Madagascar dans la catégorie de risque "Extrêmement élevé".

Avec l'appui d'UNICEF ESARO, le Ministère de la Population et des Solidarités en collaboration avec l'UNICEF Madagascar vont entamer une recherche sur l'impact du changement climatique sur le mariage d'enfants, la grossesse précoce, le travail des enfants, la violence contre les enfants et la séparation familiale dans les régions Sava, Analamanga et Androy. Child Frontiers et Ivory ont été mandatés pour mener l'étude.



Objectif de la mission

L'objectif de cette étude est de mieux comprendre l'impact du changement climatique sur la vulnérabilité des filles et des garçons face aux risques croisés de mariage d'enfants, de grossesse précoce, de violence contre les enfants (VCE), de travail des enfants et de séparation familiale, et d'identifier des approches prometteuses pour atténuer les menaces qui pèsent sur le bien-être actuel et futur des filles et des garçons.

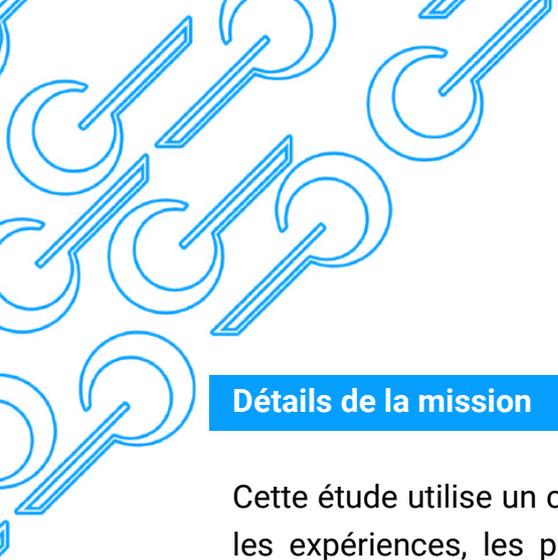
Spécifiquement, il s'agira de :

- Comprendre l'influence du changement climatique sur le mariage d'enfants, la grossesse précoce, la violence contre les enfants, le travail des enfants ainsi que la séparation familiale ;
- Recueillir les expériences des jeunes filles et jeunes garçons par rapport à ces thématiques ;
- Identifier les facteurs de vulnérabilités et les risques croisés associés à ces phénomènes ;
- Proposer des solutions et des approches pour atténuer les impacts négatifs du changement climatique sur enfants et les jeunes filles.

Résultats attendus

Il est attendu de cette mission :

- Un rapport final faisant état de l'influence du changement climatique sur le mariage d'enfants, la grossesse précoce, la violence contre les enfants, le travail des enfants ainsi que la séparation familiale ;
- Des recommandations et approches pour atténuer les impacts négatifs du changement climatique sur enfants et les jeunes filles.
- Support de communication des résultats de la recherche pour la communauté



Détails de la mission

Cette étude utilise un cadre uniquement qualitatif pour obtenir des informations sur les expériences, les perceptions et les idées des filles et des garçons, de leurs familles immédiates et de leurs communautés, ainsi que des experts, des autorités gouvernementales, des prestataires de services et des ONG.

Elle adopte une approche progressive, impliquant deux séries de collecte de données sur une période de 12 mois dans trois sites (Sava, Analamanga et Androy), offrant ainsi la possibilité de s'engager plusieurs fois avec les mêmes personnes, familles et communautés. Outre des méthodes telles que les discussions de groupe et les entretiens avec des informateurs clés, la recherche implique la réalisation d'études de cas détaillées avec des adolescents, filles et/ou garçons, en utilisant une approche stratifiée impliquant les frères et sœurs, les pairs, les membres familiaux et de la communauté par le biais de multiples interactions en personne et à distance au cours de l'étude.

Afin de dresser un tableau aussi complet que possible, diverses approches participatives seront adoptées pour comprendre en profondeur la nature et la dynamique des changements qui ont eu lieu et qui ont lieu dans les sites étudiés, y compris les interventions qui ont entraîné une diminution des grossesses précoces, des mariages d'enfants, de la violence, du travail des enfants et de la séparation familiale, ainsi que leurs liens avec le changement climatique.

Une enquête est également menée auprès des prestataires de services afin de recueillir des informations sur les tendances générales ainsi que sur les différents types de services/initiatives disponibles.

Impacts du projet

(de mai 2024 à janvier 2025)

Dans le cadre de la première série de collecte :

- 46 focus group ont été effectués dont 18 dans la région Sava, 15 dans la région Analamanga et 14 dans la région Androy ;
- 42 entretiens auprès des informateurs clés ont été entamés dont 11 à Sava, 16 à Analamanga et 15 à Androy ;
- 2 études de cas en cours de réalisation dans la région Sava.



Étude exploratoire de l'intersection entre le changement climatique et la santé sexuelle et reproductive à Madagascar



Mai – Novembre 2024

Montant du financement (Ariary) : 27 691 USD

Bailleurs/Partenaires Techniques et financiers :
IPAS Francophone

Zones d'intervention : Régions Menabe, Vatovavy et Fitovinany



Contexte

Madagascar fait en effet aujourd'hui partie des dix pays les plus vulnérables face aux impacts du changement climatique. Cyclones plus intenses, fortes inondations, montées des eaux, sécheresses récurrentes touchent le quotidien de milliers de familles dans le pays avec des conséquences dramatiques sur l'économie mais également les infrastructures de santé et d'éducation. Pourtant, ce sont les femmes et les jeunes filles qui en subissent le plus directement les impacts. La plus grande vulnérabilité des femmes aux changements climatiques résulte de plusieurs facteurs sociaux, économiques et culturels. Malgré un équilibre démographique dans le pays, elles représentent en effet un pourcentage important des communautés pauvres avec un taux d'alphabétisation moins élevé, une mobilité réduite ainsi qu'une dépendance aux ressources naturelles pour assurer leurs moyens de subsistance, en particulier dans les régions rurales où elles portent le fardeau des responsabilités familiales comme l'approvisionnement en eau et la collecte de combustibles pour la cuisson des aliments ainsi que la sécurité alimentaire. Alors que les femmes jouent un rôle clé dans la production alimentaire, elles détiennent rarement les terres, ont un accès limité à la propriété et aux financements. De plus, elles participent très peu à la prise de décision et sont encore souvent mises à part des projets de gestion de l'environnement au sein des communautés de base. Elles se retrouvent alors moins aptes à faire face aux changements climatiques, lesquels aggravent le fardeau pesant sur elles et peuvent même favoriser des formes de violences sur elles. De plus, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a noté la probabilité que le changement climatique et les interventions en matière de changement climatique qui ne tiennent pas compte du genre puissent aggraver les inégalités entre les sexes (GIEC, 2018).

Dans son évaluation partageant les principaux défis stratégiques et institutionnels correspondant aux facteurs de vulnérabilités climatiques, la dernière de la politique nationale de lutte contre les changements climatiques révisée en Octobre 2021 mettait en avant la situation à Madagascar sur les enjeux liés au genre : «Concernant la considération de l'équité et la justice climatique, le pays ne dispose pas suffisamment des capacités et des moyens pour considérer, dans ses actions climatiques, le respect, la promotion et la prise en considération de ses obligations concernant les droits de l'homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable, le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes et l'équité entre les générations. ».



Ainsi, le nouveau plan national de lutte contre les changements climatiques encourage dans son axe stratégique 4, un renforcement de la participation de tous les acteurs à tous les niveaux (y compris les femmes et groupes vulnérables) ainsi que des coopérations. Si depuis Janvier 2023, le Ministère de l'environnement et du développement durable a mis en place une stratégie nationale Genre et Changement climatique pour mettre en place des actions climatiques plus inclusives, la santé et les droits sexuels et reproductifs font partie des sujets sous-estimés et non mentionnés dans ce document cadre. Cette question est d'autant plus délicate dans le pays dans la mesure où le sujet peut s'avérer parfois tabou comme l'illustre le fait que le ministère de l'Éducation nationale à Madagascar ait récemment imposé des limites strictes à l'éducation sexuelle dispensée dans les écoles. (décembre 2023)

Madagascar n'est pas un cas isolé. Selon un rapport des Nations unies, les plans climatiques de la plupart des pays ne comportent pas d'engagement à protéger la santé sexuelle et reproductive des femmes et des jeunes filles. Ce rapport du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) révèle que moins d'un tiers des pays ayant publié des plans climatiques - 38 sur 119 - ont pris en compte l'accès à la contraception et à la santé maternelle et néonatale dans leurs plans d'adaptation, tandis que 15 seulement font référence à la violence fondée sur le genre. Même si au niveau international la santé et les droits sexuels et reproductifs (SSR) n'est pas non référencée dans le programme d'action Genre de Lima et son plan d'action, ceux-ci font pourtant partie intégrante de la réalisation de l'égalité des sexes et sont une nécessité pour renforcer la résilience et s'adapter aux impacts du changement climatique. Les droits sexuels et reproductifs sont des droits de l'homme et sont essentiels en soi, mais ces droits revêtent une urgence renouvelée face à un environnement instable et imprévisible.

En effet, les urgences liées au climat provoquent des perturbations majeures dans l'accès aux services de santé et aux d'approvisionnement en produits vitaux, y compris les contraceptifs. De plus, la perte ou la modification des moyens de subsistance liées au climat, ainsi que les déplacements et les migrations, augmentent les risques de violence sexiste et de pratiques néfastes, y compris le mariage des enfants. Plusieurs exemples appuyés par des études démontrent par ailleurs de nombreux impacts directs :

- La chaleur aggrave l'état de santé des mères et des nouveau-nés. Une augmentation d'un degré Celsius dans la semaine précédant l'accouchement correspond à une de mortalité (Kuehn et McCormick, 2017 ; He, Jian Rong et al. McCormick, 2017 ; He, Jian Rong et al., 2016).
- Le réchauffement de la planète a un impact sur les schémas des maladies à transmission vectorielle, telles que le paludisme, avec des conséquences négatives sur la santé maternelle et infantile, telles que le paludisme, les maladies maternelles et l'insuffisance pondérale à la naissance (OMS, 2017).

- 
- Le changement climatique aggrave les inégalités mondiales en matière de nutrition maternelle. (Lancet, 2020) Les femmes peuvent ainsi se retrouver jusqu'à 4 fois plus victimes de malnutrition.
 - Le réchauffement climatique augmente la salinité de l'eau alors que la consommation d'eau salée est également nuisible à la santé maternelle (Khan et al., 2011).
 - Le changement climatique est également associé à propagation accrue des maladies à transmission vectorielle (telles que le paludisme, la dengue, etc.). le paludisme, la dengue, etc.), car la température et les taux de précipitations affectent la survie et la propagation de ces maladies. (Campbell-Lendrum, D., et al., 2015).
 - Les femmes enceintes sont disproportionnellement sensibles aux maladies transmises par les moustiques, notamment le virus Zika, la dengue et le paludisme. Cela s'explique en partie par le fait qu'elles sont plus proches de sources d'eaux stagnantes lorsqu'elles passent du temps et à effectuer des tâches domestiques, telles que la cuisine et celles liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. (Selby, D., 2015)
 - Selon les estimations, environ 507 femmes et filles meurent chaque jour des suites de complications liées à la grossesse et à l'accouchement dans les régions touchées par les conflits, les déplacements et les catastrophes naturelles (UNFPA, 2015).

Ces nombreux exemples, pourtant non exhaustifs, n'ont pas été jusqu'ici suffisamment documentés à Madagascar. En plus d'être très vulnérable aux aléas climatiques, la situation en termes de SRR y est également particulièrement préoccupante. Madagascar manque de données exhaustives concernant la santé sexuelle et reproductive (SSR), et l'intégration de l'éducation sexuelle dans son programme national est insuffisante. À ce jour, il n'existe pas de méthodes centralisées, uniformisées et effectives pour fournir aux jeunes les informations essentielles en matière de SSR.

Les obstacles culturels, ainsi que les difficultés logistiques, procédurales et légales, sont des obstacles majeurs à l'application efficace du programme de SSR dans le pays. Toutefois, compte tenu du fait qu'une fille sur trois devient mère avant l'âge de 18 ans et que beaucoup abandonnent l'école, l'établissement d'un système de SSR solide et complet est impératif.

De plus, avec presque la moitié de la population de Madagascar âgée de moins de 15 ans, il est crucial de garantir que les jeunes aient accès à des renseignements vérifiés sur la SSR.

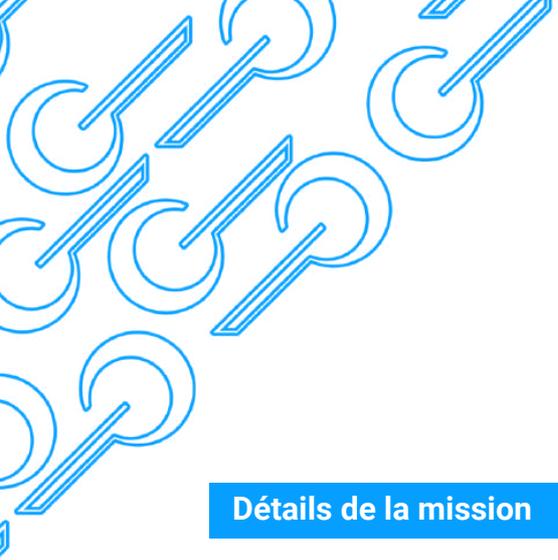


Objectif de la mission

- Explorer les perceptions et les expériences des femmes et des filles en matière de changement climatique et d'événements météorologiques extrêmes, ainsi que leur impact sur leur santé et leur bien-être en général.
- Étudier les conséquences du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes (y compris les conséquences de la destruction des installations sanitaires, des stocks de produits et du manque de personnel dans les installations, du manque de moyens de transport) sur l'autonomie, la prise de décision et les résultats des femmes et des filles en matière de santé sexuelle et reproductive.
- Comprendre la perception qu'ont les femmes et les adolescents de leur propre vulnérabilité et/ou de leur résilience au changement climatique, et la manière dont cela influe sur leur prise de décision en matière de santé sexuelle et reproductive.
- Identifier les possibilités d'améliorer la résilience climatique des femmes et des filles et leur efficacité en matière de santé sexuelle et reproductive.

Résultats attendus

- Livraison d'un rapport provisoire contenant les récits de terrain ainsi que les résultats préliminaires ;
- Un résumé permettant à Ipas FA de mieux partager les résultats et recommandations de l'étude à ses partenaires ;
- Production d'un rapport final.



Détails de la mission

La mission consiste à mener une étude qualitative afin de comprendre l'impact du changement climatique sur l'accès aux droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles. Ces droits sexuels et reproductifs englobent le bien-être sexuel, l'accès aux prestations en matière de contraception et de planning familial, la prévention des IST, le dépistage et la prise en charge du cancer du col de l'utérus, l'accès aux soins prénatals et postnatals, la prise en charge des cas de VBG, la prise en charge de l'infertilité. Toutes ces thématiques ont été croisées avec les problématiques du changement climatique dans les questions de recherche.

Les descentes sur le terrain se sont déroulées dans la ville de Morondava (région Menabe), la ville de Mananjary (région Vatovavy) et la commune rurale d'Ifatsy dans le district de Vohipeno (région Fitovinany). Afin de pouvoir effectuer la triangulation méthodologique, différents outils de collecte des données ont été mobilisés :

- Entretiens semi-directifs avec les informateurs-clés au niveau national et communautaire
- Focus groups avec les hommes, les femmes, les filles et les garçons au niveau de la communauté
- Entretiens individuels approfondis avec les femmes et les adolescentes
- Jeu de rôles afin de restituer le vécu des femmes enceintes et sur le point d'accoucher lors de la survenue des catastrophes climatiques.

Impacts du projet

Tous les livrables incluant les transcriptions des enregistrements audio, préalablement codées, ont été remis aux commanditaires de l'étude.



LANDJA – Lalàna Arindra amin'ny Dina, raha Jiaby Ara-drarin'ny

Octobre 2024 – octobre 2027

Co-demandeurs/Partenaires : ONG MSIS TATAO

Montant du financement (Ariary) : 152 175 000 MGA

Bailleurs/Partenaires Techniques et financiers :

Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF)

PNUD

HCDH

Bénéficiaires du projet :

- Comité exécutif du Dina

Tribunaux de Première Instance (TPI)

Zones d'intervention :

-Haute matsiatra

-Sofia

-Menabe

-Atsimo Atsinanana

-Anôsy

-Androy

-Atsimo-Andrefana

Ihorombe



Contexte

À travers le projet « Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale » appuyé par le fonds du relèvement pour la consolidation de la paix (PRF) issus du Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF), le PNUD, le HCDH et l'ONG MSIS-Tatao souhaitent renforcer la confiance des populations envers les institutions étatiques en instaurant des mécanismes de redevabilité transparents et en améliorant l'accès équitable à la justice. Cela inclut un soutien aux systèmes de justice traditionnelle, plus accessibles à la majorité de la population, en particulier en milieu rural, pour promouvoir une justice plus inclusive et respectueuse des principes de l'État de droit et des droits humains.

La mission consiste à accompagner les réseaux des jeunes pour effectuer des contrôles citoyens des actions publiques de la justice formelle et justice traditionnelle : « Dina ». Ainsi, transposer le CCAP, renforcer les capacités des populations, des communautés à devenir actrices de la promotion de l'État de droit, de la lutte contre l'impunité et de la protection des droits humains dont ceux des populations vulnérables

Objectif de la mission

La mission vise à mettre en œuvre Mada les mécanismes de contrôle citoyen des Dina et de la justice étatique par les réseaux des jeunes OBS Mada.

Il s'agit spécifiquement de :

- Renforcer l'engagement des jeunes et jeunes femmes dans le contrôle citoyen des actions publiques à travers les réseaux des jeunes au niveau Régional ;
- Accompagner l'équipe du projet dans le processus de Développement/amélioration, de mise en œuvre et de suivi du mécanisme de contrôle citoyen auprès des dina et de la justice formelle

Résultats attendus

Il est attendu de l'ONG IVORARY que :

- Les réseaux des jeunes soient renforcés, structurés et engagés dans la mise en œuvre et la pérennisation du CCAP ;
- Le mécanisme et les outils de contrôle citoyen auprès des dina et de la justice formelle soient élaborés et opérationnels au niveau des Régions et Districts cibles ;
- Les acteurs des dina et de la justice formelle à tous les niveaux soient mobilisés et la mise en œuvre du CCAP auprès des dina et de la justice formelle soit effective ;
- Les résultats des CCAP dina et CCAP Justice formelle soient analysés et capitalisés en vue du développement du plan de renforcement des acteurs.



Détails de la mission

La mission de l'ONG Ivorary dans le cadre du projet LANDJA comporte quatre (4) grands produits, notamment :

Produit 1 : Le renforcement de capacité des réseaux des jeunes est réalisé

- Activité 1.1 : Développement des outils d'évaluation des capacités organisationnelles des réseaux des jeunes
- Activité 1.2 : Évaluation des capacités organisationnelles des Réseaux des jeunes
- Activité 1.3 : Développement du plan de renforcement de capacités organisationnelles des réseaux des jeunes
- Activité 1.4 : Formation pour la mise en œuvre du plan de renforcement

Produit 2 : Mécanisme et outils de contrôle citoyen sont élaborés

- Activité 2.1 : Capitalisation des acquis et des outils de CCAP mis en œuvre
- Activité 2.2 : Conception du mécanisme et des outils CCAP
- Activité 2.3 : Ateliers de restitution et de validation des outils CCAP
- Activité 2.4 : Formation sur les outils et mise en œuvre CCAP

Produit 3 : Mobilisation des acteurs des dina et de la justice formelle à tous les niveaux et effectivité de la mise en œuvre du CCAP auprès des dina et de la justice formelle

- Activité 3.1 : Organisation des réunions d'information et de mobilisation des acteurs des dina et de la justice formelle sur le CCAP Dina et justice formelle
- Activité 3.2 : Accompagnement et suivi des OSCs Régionales dans la mise en œuvre du CCAP
- Activité 3.3: Élaboration et consolidation des rapports régionaux CCAP

Produit 4 : Analyse et capitalisation des résultats des CCAP dina et CCAP Justice formelle en vue du développement du plan de renforcement des acteurs

- Activité 4.1 : Organisation et réalisation de l'atelier de restitution des résultats du CCAP (interface meeting avec les acteurs)
 - Activité 4.2 : Développement des plans de renforcement de capacités des acteurs du dina et de la justice formelle
 - Activité 4.3 : Organisation de l'atelier de validation régionale des plans de renforcement de capacités
 - Activité 4.4 : Suivi de l'application des recommandations et renforcements de capacités des Acteurs des Dina et de la Justice formelle
- 



Impacts du projet

La mission de l'ONG Ivorary dans le cadre du projet LANDJA comporte quatre (4) grands produits, notamment :

Produit 1 : Le renforcement de capacité des réseaux des jeunes est réalisé

- Activité 1.1 : Développement des outils d'évaluation des capacités organisationnelles des réseaux des jeunes
- Activité 1.2 : Évaluation des capacités organisationnelles des Réseaux des jeunes
- Activité 1.3 : Développement du plan de renforcement de capacités organisationnelles des réseaux des jeunes
- Activité 1.4 : Formation pour la mise en œuvre du plan de renforcement

Produit 2 : Mécanisme et outils de contrôle citoyen sont élaborés

- Activité 2.1 : Capitalisation des acquis et des outils de CCAP mis en œuvre
- Activité 2.2 : Conception du mécanisme et des outils CCAP
- Activité 2.3 : Ateliers de restitution et de validation des outils CCAP
- Activité 2.4 : Formation sur les outils et mise en œuvre CCAP

Produit 3 : Mobilisation des acteurs des dina et de la justice formelle à tous les niveaux et effectivité de la mise en œuvre du CCAP auprès des dina et de la justice formelle

- Activité 3.1 : Organisation des réunions d'information et de mobilisation des acteurs des dina et de la justice formelle sur le CCAP Dina et justice formelle
- Activité 3.2 : Accompagnement et suivi des OSCs Régionales dans la mise en œuvre du CCAP
- Activité 3.3: Élaboration et consolidation des rapports régionaux CCAP

Produit 4 : Analyse et capitalisation des résultats des CCAP dina et CCAP Justice formelle en vue du développement du plan de renforcement des acteurs

- Activité 4.1 : Organisation et réalisation de l'atelier de restitution des résultats du CCAP (interface meeting avec les acteurs)
 - Activité 4.2 : Développement des plans de renforcement de capacités des acteurs du dina et de la justice formelle
 - Activité 4.3 : Organisation de l'atelier de validation régionale des plans de renforcement de capacités
 - Activité 4.4 : Suivi de l'application des recommandations et renforcements de capacités des Acteurs des Dina et de la Justice formelle
- 

Extraits photos :



Atelier de capitalisation des acquis sur le contrôle citoyens des actions publiques (CCAP) 10 et 11 octobre 2024



Lancement de la formation des OSCs locales partenaires pour la mise en œuvre du projet LANDJA 31 octobre 2024



— **BILAN DES ACTIONS** —
— **DE PLAIDOYER** —

Éducation

Dans le cadre de ses actions de plaidoyer, IVORARY poursuit son plaidoyer en faveur de la gratuité effective de l'enseignement primaire à Madagascar. La réalisation de l'étude d'impact socio-économique de la réforme de mise en place d'un enseignement public gratuit et obligatoire de dix (10) ans constitue un jalon important en vue de l'élaboration des décrets d'application de la LOSEM. L'adoption de la loi N°2022-018 portant orientation générale du système éducatif à Madagascar constitue une percée majeure. Néanmoins cette loi comporte 47 renvois vers les textes d'application.

IVORARY a entamé la budgétisation de la gratuité d'un enseignement public obligatoire de 10 ans et poursuit son plaidoyer pour l'adoption des textes d'application. Par ailleurs, IVORARY a mené des interpellations sur la réduction du budget de l'éducation pour satisfaire les besoins urgents pour faire fonctionner certaines centrales thermiques du pays.

Élections

En collaboration avec les membres de la coalition Safidy maharitra, IVORARY poursuit son engagement en faveur d'un processus électoral plus juste.

Dans les rapports de la coalition publiés cette année, des recommandations ont été émises sur : la transparence du traitement des résultats, la réforme du cadre juridique des élections, la sécurisation du processus électoral, l'amélioration de l'inclusion électorale, la sécurité des journalistes, la lutte contre les discours haineux et l'optimisation de la gestion des signaux électoraux.

Le plaidoyer se poursuit auprès des autorités nationales, tandis que les partenaires internationaux sont régulièrement informés des avancées et des enjeux identifiés.

Partenariat pour un Gouvernement Ouvert

IVORARY intensifie ses actions en faveur de l'adhésion de Madagascar au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (OGP).

Dans cette optique, plusieurs initiatives de plaidoyer ont été menées. D'une part, un plaidoyer auprès des candidats aux élections législatives a été mené afin de les encourager à voter en faveur de la Loi sur l'Accès à l'Information à Caractère Public (LAICP). D'autre part, des interventions ont été menées lors de conférences-débats pour convaincre aussi bien les citoyens que les décideurs politiques de l'importance d'un gouvernement ouvert, fondé sur la transparence, la participation citoyenne et la redevabilité.

Ces efforts s'inscrivent dans une dynamique visant à renforcer la démocratie et à promouvoir une gouvernance plus inclusive et transparente à Madagascar.

Pratiques politiques

Des actions de plaidoyer ont été menées pour réaffirmer l'engagement d'IVORARY en faveur d'un espace démocratique où le débat et la critique constructive sont promus, et pour dénoncer et prévenir les représailles politiques à l'encontre des voix dissidentes. Ainsi, un communiqué a été publié pour condamner la mise à l'écart et les pressions exercées sur les présidents des deux chambres du Parlement, en raison de leurs positions jugées critiques à l'égard du pouvoir.

Un autre communiqué a dénoncé la demande de rappel de l'ambassadrice de l'Union européenne, formulée en réaction aux réserves qu'elle avait exprimées sur certaines décisions de l'État concernant des sujets sensibles.

Accès à l'électricité et à l'eau potable

Face aux défaillances persistantes dans la gestion des services d'eau et d'électricité, IVORARY s'est mobilisé aux côtés d'autres acteurs de la société civile pour exiger des réformes structurelles et une meilleure gouvernance dans ce secteur essentiel. Une pétition en ligne a été lancée afin d'exiger des améliorations concrètes des services de la JIRAMA, témoignant de la frustration croissante des citoyens face à la mauvaise qualité des prestations.

Dans cette dynamique, une coalition d'organisations de la société civile a été mise en place pour analyser les défaillances structurelles du secteur et proposer des solutions durables. Cette mobilisation a également permis d'engager le dialogue avec différents acteurs institutionnels. Un entretien a ainsi été mené avec des représentants de la Banque mondiale pour échanger sur les défis à relever et les pistes d'amélioration envisageables. Par ailleurs, une rencontre a eu lieu avec le Directeur Général de la JIRAMA afin d'exposer les préoccupations des citoyens et de plaider pour des mesures correctives.

Les discussions se poursuivent, avec d'autres rencontres prévues pour aborder plus spécifiquement la question cruciale de l'accès à l'eau potable.



RAPPORT FINANCIER

BILAN

BILAN ACTIF				BILAN PASSIF	
DETAILS DES POSTES	VALEURS BRUTE	AMORTISSEMENT	VALEUR NETTE	CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	MONTANT
ACTIFS NON COURANTS				CAPITAUX PROPRES	
Immobilisation incorporelles			-	Capitaux	- 25 386 438
Immobilisation corporelles			15 230 554	Capital émis	0
Matériel de bureau	2 601 246	421 597	2 179 649	Réserve légale	0
Matériel informatique	17 016 905	3 966 000	13 050 905	Réserve facultative	0
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	19 618 151	4 387 597	15 230 554	Ecarts d'évaluation	
ACTIFS COURANTS				Résultat net - part du groupe	70 166 573
STOCKS ET EN COURS			-	Report à nouveau	0
	-	-	-	Dettes fournisseurs et autres comptes rattachés	0
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES			-	Dettes fiscales et sociales	0
Clients et autres débiteurs	-	-	-	Dettes partenaires	
Impôts différés actifs	-	-	-	Autres dettes	0
Autres créances et actifs assimilés	-	-	-	TOTAL CAPITAUX PROPRES	44 780 135
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			29 549 581	TOTAL PASSIFS COURANTS	0
Tresorerie banque			29 549 581		
TOTAL ACTIFS COURANTS	-	-	29 549 581	PASSIFS COURANTS	0
TOTAL ACTIF	19 618 151	4 387 597	44 780 135	TOTAL PASSIF	44 780 135

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DES RESULTATS ONG IVORARY		
ANNEE 2023		
	DETAILS DES POSTES	MONTANT
	PRODUITS D'EXPLOITATIONS	201 945 111,51
706	Prestations de services	201 945 111,51
	Consommations	- 21 035 740,00
6022	Fournitures consommables	- 17 270 100,00
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	- 25 000,00
607	Achats de marchandises	- 3 740 640,00
	MARGE	180 909 371,51
	SERVICES EXTERIEURES	-
	AUTRES SERVICES EXTERIEURES	- 231 624 017,16
604	Achats d'études et prestations de services	- 49 578 604,00
611	Sous-traitance générale	- 16 997 400,00
615	Entretien et réparations	-
626	Frais postaux et de télécommunications	- 917 000,00
627	Services bancaires et assimilés	- 2 148 962,16
6132	Locations immobilières	- 3 002 000,00
6135	Locations mobilières	- 100 000,00
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences	-
6226	Honoraires	- 92 181 051,00
6236	Catalogues et imprimés	-
6237	Publications	-
6244	Transports administratifs	- 164 000,00
6251	Voyages et déplacements	- 31 025 000,00
6256	Missions	-
6257	Réceptions	-
6414	Indemnités et avantages divers	- 35 510 000,00
	VALEUR AJOUTEE	- 50 714 645,65
	Charges de personnel	-
	Charges exceptionnel sur opération de gestion	- 4 267 596,67
	Salaires, appointements	-
	Dotations aux amortissements	- 4 267 596,67
	PRODUITS DE TIERS FINANCEURS	125 148 815,38
13	Subvention d'équipement	125 148 815,38
	EXCEDENT BRUT D EXPLOITATION	70 166 573,06
	CAPACITE D AUTO FINANCEMENT	70 166 573,06
	RESULTAT NET DE L EXERCICE	70 166 573,06

LISTE DES MATÉRIELS ET IMMOBILISATIONS

ID DE L'IMMOBILISATION	DESCRIPTION	DATE D'ACQUISITION	ORIGINE	COÛT D'ORIGINE	ANNUITE	Valeur N-1	Valeur nette en fin d'exercice
IVORARY/2020/001	Imprimante CANON MF 643CDW	13-août-20	Acquisition projet MAFI MEGATECH	1750000	350 000	565 833	215833
IVORARY/2020/002	Vidéo projecteur EPSON EB XS05	13-août-20	Acquisition projet MAFI OFFICE STORE	1700000	340 000	470 333	130333
IVORARY/2019/001	MediaPad Tab3 - Huawei	01-janv-19	Don UE/Projet SAFIDY	600000	0	0	0
IVORARY/2018/001	Clé 4G+ Telma	01/01/2018	Acquisition projet FANDIO	70000	0	0	0
IVORARY/2018/002	ASUS Core 2 Duo	01/01/2018	Acquisition projet FANDIO	1500000	0	0	0
IVORARY/2018/003	TABLE	01/01/2018	Acquisition projet FANDIO	273300	27 330	138 940	111610
IVORARY/2018/004	CHAISE	01/01/2018	Acquisition projet FANDIO	195500	0	0	0
IVORARY/2020/003	Armoire de bureau	16/09/2020	Acquisition Ivorary- TANA MEUBLE	650000	130 000	128 194	128194
IVORARY/2020/004	T ABLE	21/10/2020	Acquisition Ivorary- TANA MEUBLE	260000	26 000	176 872	150872
IVORARY/2021/001	Ordinateur de bureau	09/02/2021	Acquisition Ivorary- DR TECH	975000	195 000	408 958	213958
IVORARY/2021/002	Onduleur	03/02/2021	Acquisition Ivorary- MEGATECH	180000	36 000	74 900	38900
IVORARY/2021/003	Armoire métallique	25/05/2021	Acquisition Ivorary- HDS MOBILIER	620000	62 000	458 111	396111
IVORARY/2021/004	Appareil photo Canon 6D	03/02/2021	Acquisition Ivorary-TANA FAKANTSARY	5960000	1 192 000	3 172 044	1980044
IVORARY/2021/005	Ordinateur de bureau	09/09/2021	Acquisition Ivorary-PC UPGRADE	2505000	501 000	1 445 942	944942
IVORARY/2021/006	Table de bureau	13/09/2021	Acquisition Ivorary-OKUN	390000	39 000	300 192	261192
IVORARY/2021/007	06 Chaises de bureau	14/09/2021	Acquisition Ivorary-OKUN	1126000	112 600	866 707	754107
IVORARY/2021/008	OBJECTIF TAMRON	23/11/2021	Acquisition Ivorary-TANA FAKANTSARY	1750000	350 000	1 363 056	1013056
IVORARY/2021/009	02 Trepieds	21/04/2022	Acquisition Ivorary-TOP V	500000	50 000	414 028	364028
IVORARY/2021/010	02 lumières vidéo GODOX	21/04/2022	Acquisition Ivorary-TOP V	1600000	160 000	1 327 111	1167111
IVORARY/2021/011	01 Table de mixage	21/04/2022	Acquisition Ivorary	2500000	250 000	2 073 611	1823611
IVORARY/2021/012	02 Micros sans fil	21/04/2022	Acquisition Ivorary	560000	112 000	368 978	256978
IVORARY/2021/013	02 Micro cravate	21/04/2022	Acquisition Ivorary	150000	30 000	98 833	68833
IVORARY/2021/014	01 Fond vert	21/04/2022	Acquisition Ivorary	200000	20 000	165 889	145889
IVORARY/2021/015	01 Domino	14/07/2023	Acquisition Ivorary mission Banque mondiale	200 000,00	66 667	169 259	102592
IVORARY/2021/016	02 Dictaphones	14/07/2023	Acquisition Ivorary mission Banque mondiale	400 000,00	133 333	338 519	205186
IVORARY/2021/017	01 Trepieds	17/11/2023	Acquisition Ivorary projet BAROCI	200 000,00	20000	197 611	177611
IVORARY/2021/018	01 Tables de réunion	24/11/2023	Acquisition Ivorary projet BAROCI-ZOZAZI	400 000,00	40 000	396 000	356000
IVORARY/2021/019	Tapis de réunion	05/12/2023	Acquisition Ivorary projet BAROCI-SOA FY	74 000,00	24 667	71 533	46866
Total matériel de bureau				3 588 800,00	421 596,67	2 140 549,00	1 848 952,33
Total matériel informatique				23 700 000,00	3 846 000,00	13 050 905,00	9 204 905,00